



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 18/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARDINET SAS

Domaine de Fleurenne
B.P. n°513
33290 Blanquefort

Références : UD33-CRA-AD-25-109

Code AIOT : 0005200447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement BARDINET SAS implanté Domaine de Fleurenne B.P. n°513 33290 Blanquefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée de manière inopinée et avait pour but de tester la mise en œuvre du plan d'opération interne de l'établissement en dehors des heures ouvrées. Le scénario testé était « déclenchement de la détection incendie dans le chai 105 ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARDINET SAS
- Domaine de Fleurenne B.P. n°513 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005200447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société BARDINET est installée depuis 1975 sur le site du Domaine de Fleurenne, en bordure Nord-ouest de la ZAC de BLANQUEFORT.

Les activités du site sont exclusivement la réception, le stockage et le vieillissement d'alcools de bouche vrac, puis la production par assemblage ou fabrication de boissons alcoolisées et non alcoolisées, enfin l'embouteillage et le stockage de celles-ci avant expédition à la clientèle. Il n'y a pas sur le site de production d'alcool par distillation.

Ce site emploie environ 200 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Demande d'action corrective	2 mois
3	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande d'action corrective	2 mois
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Demande d'action corrective	2 mois
6	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande d'action corrective	2 mois
7	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)	Demande d'action corrective	2 mois
9	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Demande d'action corrective	2 mois
10	Mesures post accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Demande d'action corrective	2 mois
11	Entretien du	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	système d'extinction automatique incendie	04/10/2010, article 68		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Périodicité exercices POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100	Sans objet
8	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière globale, il appartient à l'exploitant de mettre à jour sous 2 mois son plan d'opération interne au regard des constats formulés dans le présent rapport.

Plus particulièrement, le plan d'opération interne doit être rapidement complété sur les aspects suivants, faute de quoi une mise en demeure pourra être proposée au Préfet :

- scénarios accidentels retenus dans le POI,
- prise en compte des dernières modifications du site,
- dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux,
- moyens et méthodes prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Enfin, l'exploitant doit mettre en place l'organisation nécessaire pour que le personnel nécessaire soit disponible en cas de besoin, y compris en dehors des heures ouvrées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

<p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne du 26/06/2024. Le document indique sur certaines pages qu'il s'agit de la révision 6 et sur d'autres pages, la révision 7. Le jour de l'exercice, l'inspection disposait de la révision précédente (déjà intitulée révision 7), datée du 12/04/2021. La dernière version du POI a été transmise à l'inspection par courriel du 17/02/2025. L'exploitant a également précisé être en cours de révision de son POI.</p> <p>Le POI comprend les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une partie relative à l'alerte (§1) ; • plusieurs plans représentant les voies d'accès, l'environnement du site, les réseaux d'eau, etc. (§2) ; • une partie relative aux procédures d'urgence comprenant des fiches scénarios (§3) ; • une partie relative aux moyens disponibles (§4) ; • et une partie relative à l'organisation du poste de commandement comprenant des fiches de fonctions (§5). <p>Certains scénarios retenus dans l'étude de dangers ne sont pas prévues dans le POI (§3) et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'incendie stockage extérieur de palettes • l'incendie auvent palettes (proche station interne de traitement des effluents) • l'explosion silo de sucre. <p>De plus, certaines modifications récentes du site n'ont pas été prises en compte dans le document comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'extension de la zone de préparation et de conditionnement « gastronomie », • la construction d'un auvent de stockage de palettes, • et la modification du cuvon 6.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à transmettre systématiquement à l'inspection toute nouvelle version de son POI en version papier et informatique.</p> <p>Dans un délai de deux mois, l'exploitant complète son POI pour que tous les scénarios retenus dans l'étude de dangers y figurent et qu'il corresponde à la situation actuelle des installations. En cas de non-respect de ce délai, l'inspection pourra proposer au Préfet de mettre en demeure la société BARDINET de compléter son plan d'opération interne.</p> <p>Par ailleurs, le plan de masse (page 17) est à remplacer car il est illisible.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Périodicité exercices POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;

2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Constats :

Les deux derniers exercices de mise en œuvre du POI sont les suivants :

- 16/09/2024 avec le SDIS33 (exercice de commandement)

scénario : feu de poids lourds chargés d'éthanol

Une des remarques du SDIS portait sur la salle devant recevoir le poste de commandement exploitant (PCex) qui n'était pas adaptée (communication impossible notamment). L'exploitant a indiqué qu'il est en train d'aménager deux lieux de son site pour recevoir le PCex (une partie du bâtiment bleu et dans le bâtiment « réception »).

- 24/04/2024 (exercice interne au site)

scénario : incendie du chai 105

L'exploitant a présenté à l'inspection le compte-rendu de cet exercice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

[...]

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des

<p>moyens de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'exploitant, le personnel pouvant être amené à intervenir dans le POI est formé annuellement.</p> <p>La gardienne présente le jour de l'inspection a été formée pour la dernière fois le 26/01/2023. Cette formation comprenait, selon l'exploitant, des consignes sur la mise en œuvre du sprinklage, les rondes et la tenue de la main courante. La fréquence annuelle indiquée par l'exploitant n'est donc pas respectée.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'il va prochainement changer son logiciel de supervision sur site et qu'une nouvelle formation du personnel sera réalisée suite à cela.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veille à respecter la périodicité de formation du personnel qu'il s'est fixée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Dispositions POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté qu'aucune astreinte permettant l'arrivée du personnel prévu par le POI en dehors des heures ouvrées, n'est mise en place en cas d'alerte.</p> <p>En effet, le schéma d'alerte hors période d'exploitation prévoit que le gardien alerte un responsable de la société qui aura pour fonction éventuelle de déclencher le POI, mais les personnes listées au §1.3 du POI n'ont pas d'obligation de répondre et de se rendre sur place. L'exploitant a indiqué à l'inspection être en cours de réflexion pour mettre en place une astreinte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant justifie que le personnel nécessaire à la mise en œuvre du POI peut se rendre disponible à tout moment ou met en place les actions nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Déclenchement des procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
Constats : Le POI liste 7 fonctions à exercer en cas d'incident et les noms de trois personnes pré-identifiées pour chaque fonction (une personne « titulaire » et deux « remplaçants »). Toutefois sur l'ensemble des missions, seules 6 noms sont indiqués. Le nombre de personnes mobilisables en cas d'incident est donc insuffisant au regard du nombre de missions identifiées. Chacune des 7 fonctions est associée à une fiche décrivant les missions et les premières actions à réaliser ainsi que les moyens à disposition. Selon l'exploitant, cette partie est en cours de réidentification dans le cadre de la révision du POI en cours. Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que son POI est déclenché systématique lorsque l'alarme d'évacuation est déclenchée. Il a précisé que cette action peut être réalisée par la personne en charge du gardiennage et pas uniquement par un dirigeant de la société comme mentionné dans le schéma d'alerte du POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant revoit son POI pour : <ul style="list-style-type: none"> • que le nombre de personnes mobilisables soit en adéquation avec le nombre de missions identifiées ; • que le déclenchement du POI puisse également être déclenché par la personne en charge du gardiennage du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de masse sécurité localise notamment les prises d'eau, les vannes du réseau d'eau pluviale, les postes incendie, les RIA, les commandes de désenfumage, etc.</p> <p>Comme indiqué précédemment, chaque scénario est associé à une fiche qui présente le plan de l'installation concernée, la liste des actions à réaliser, des informations à destination du SDIS (volume de matières dangereuses stockées, etc.), les risques de la zone et les protections disponibles.</p> <p>Voir annexe confidentielle concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'examen de la fiche scénario "incendie/explosion chai de vieillissement n°105" • déroulé de l'exercice. <p>L'exercice a difficilement débuté puisque les deux personnes ayant reçu l'inspection ont mis du temps à bien vouloir y participer. Il a notamment été demandé à l'inspection d'attendre l'arrivée sur site de toutes les personnes responsables. L'inspection rappelle à l'exploitant que les inspections peuvent avoir lieu de manière inopinée et en dehors des heures ouvrées et que dans ce cadre, il est hors de proposer à l'inspection de différer son exercice pour attendre des renforts.</p> <p>Lors de l'exercice, l'inspection a constaté les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état des vannes d'eaux pluviales (ouverte ou fermée) n'est pas identifiable facilement, • les zones associées aux différents boutons de coupure électrique ne sont pas toujours indiquées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin d'éviter toute confusion, l'exploitant pourrait utilement distinguer ce qui relève des actions à réaliser par ses équipes de ce qui relève des informations à connaître pour faciliter l'intervention de l'exploitant et des services de secours (position par défaut de la vanne de rétention du chai, zone à risques à refroidir en cas de risque de propagation de l'incendie, etc.).</p> <p>L'exploitant pourrait utilement identifier l'état des vannes d'eaux pluviales et les zones associées à tous les boutons de coupure électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
Constats : Le logigramme d'alerte indique que le gardien doit alerter un responsable de la société et les secours extérieurs. Lors de l'exercice, la gardienne n'a appelé que le responsable QSE (message vocal laissé) et pas les autres membres du poste de commandement listés au §1.3 du POI pour ne pas les déranger. Elle est toutefois allée chercher le DRH lorsqu'il est arrivé sur site. La gardienne n'a pas consulté le POI au cours des actions réalisées. L'information de l'administration est prévue dans la fiche de fonction communication externe et interne (préfecture, mairie, DRIRE...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La personne de garde veille à s'appuyer sur le POI pour donner l'alerte et à respecter la chaîne d'alerte prévue dans celui-ci, y compris en exercice. L'exploitant remplace DRIRE par DREAL (ou inspection des ICPE) dans la liste des services de l'État à prévenir en cas de sinistre et s'assure de la pertinence des numéros de fax mentionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Interface service externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

<p>Constats :</p> <p>Le plan de masse de sécurité comprend les voies de circulation, les numéros des différentes zones à risques et le positionnement des vannes.</p> <p>Chaque fiche scénario mentionne le type de risque de la zone concernée et d'autres informations pouvant être utiles au SDIS (voir PC 6).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Premiers prélèvements environnementaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI ne comprend pas les dispositifs permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.</p> <p>Le plan d'opération interne ayant été mis à jour en juin 2024, celui-ci aurait dû comprendre ces dispositifs dans la dernière version.</p> <p>Nota : l'inspection appelle également l'attention de l'exploitant sur les dispositions de l'article 9 de l'AM du 26/05/2014 qui dispose :</p> <p>« La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, <u>au plus tard le 30 juin 2025</u>. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. »</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de deux mois, l'exploitant complète son POI par les dispositifs permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident. En cas de non-respect de ce délai, l'inspection pourra proposer au Préfet de mettre en demeure la société BARDINET de compléter son plan d'opération interne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Mesures post accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Le POI ne comprend pas les moyens et méthodes prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Le plan d'opération interne ayant été mis à jour en juin 2024, celui-ci aurait dû comprendre ces informations dans la dernière version.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de deux mois, l'exploitant complète son POI par les moyens et méthodes prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. En cas de non-respect de ce délai, l'inspection pourra proposer au Préfet de mettre en demeure la société BARDINET de compléter son plan d'opération interne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Entretien du système d'extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du système d'extinction automatique incendie
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle du système d'extinction automatique incendie a été réalisé par la société UXELLO le 9/10/2024. L'exploitant a présenté le compte-rendu de contrôle « Q1 ». Le document liste 6 non-conformités sans risque de mise en échec, 4 remises en état et 3 observations. En revanche, le rapport ne mentionne aucune non-conformité avec risque de mise en échec.</p> <p>Il est à noter que la plupart des non-conformités listées concerne des stockages trop haut et donc trop proches du système d'extinction automatique.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite du local où est situé le principal groupe moto-pompe (GMP) destiné à la lutte contre l'incendie du site, l'inspection a constaté la présence d'une micro-fuite sur celui-ci. L'exploitant a indiqué que la fuite était située au niveau de la cloche du GMP et n'avait pas d'impact sur le bon fonctionnement de celui-ci car cette pièce, destinée au refroidissement du groupe, est réalimentée en continu.</p> <p>L'exploitant a présenté une fiche d'intervention de la société ENGIE datée du 05/02/2025 qui indique que le remplacement de la pièce est à prévoir en urgence. Toutefois, l'exploitant ne sait pas à quelle date ce remplacement sera réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place les actions pour remédier aux observations formulées par la société de contrôle sur le système d'extinction automatique, dans un délai de deux mois.</p> <p>L'exploitant justifie la réparation du groupe moto-pompe, sous quinze jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>